

Examinons tout d'abord le second point: la coopération en vue de la prospérité. Il existe un rapport direct et vital entre la politique extérieure du Canada et le bien-être matériel des Canadiens. Ainsi qu'on l'a souvent signalé, les Canadiens ont une raison péremptoire entre toutes de s'intéresser aux affaires internationales, c'est qu'environ un tiers de leur production globale doit se vendre sur les marchés étrangers. Ce seul fait suffit à démontrer que la politique étrangère - même envisagée sous un angle purement matériel - est quelque chose qui nous touche de près et qui mérite autant de soin que tout autre aspect de nos affaires nationales.

Ainsi, par exemple, en contribuant au relèvement de l'Europe, nous ne faisons pas simplement acte de générosité et d'altruisme, nous essayons de protéger le marché canadien et les revenus canadiens. L'effondrement de ces marchés entraînerait la perte d'emplois pour quelques-uns et une perte d'argent pour un bien plus grand nombre. Le rapport qui existe entre les marchés extérieurs et notre économie est, en fait, à peu près identique à celui qui existe entre une mauvaise récolte ou la famine et l'économie d'une société plus primitive. Il y a 5,000 ans, les membres d'une tribu ne pouvaient guère influencer sur les conditions climatiques, mais il ne suit pas de là que la sécheresse n'influaient pas sur eux.

Nous serions aujourd'hui bien malavisés à vouloir régler notre conduite sur la supposition que le climat politique et économique des nations ne nous regarde pas et nous serions également malavisés à ne pas tâcher d'y remédier.

La prudence élémentaire exige que le Canada, troisième nation commerçante du globe, recherche et appuie une coopération économique à long terme en vue d'assurer la stabilité et la prospérité internationales.

La prudence élémentaire exige également que nous ne fassions pas plus, ou qu'on n'attende pas plus de nous, que nos moyens économiques et financiers ne nous le permettent. D'autre part, on ne doit pas oublier que notre aide à l'Europe a pour objet de restaurer le système multilatéral du commerce d'avant-guerre. Le Canada ne s'en porterait guère mieux - non plus d'ailleurs que l'Europe elle-même à la longue - si, au moment où les secours nord-américains cesseront, le commerce européen se cristallisait en systèmes et en politiques qui nous obligeraient, par mesure de prudence, à refondre notre système commercial et à conclure nos propres marchés bilatéraux avec chaque Etat. Ce n'est pas ainsi que nous concevons le monde meilleur qui devrait exister à l'expiration du Plan Marshall. Les Canadiens seraient amèrement déçus si c'était là l'unique résultat des efforts déployés actuellement. Nous désirons contribuer à ramener l'Europe au régime des marchés multilatéraux non pas à celui des marchés bilatéraux; nous voulons en finir avec les transactions et les pratiques commerciales néfastes de l'avant-guerre; des aspirines et des harmonicas contre des vivres et des matières premières; la production de blé à tout prix; l'autarcie à tout prix.

D'un autre côté, si la prospérité est l'un des objectifs de notre politique extérieure, le second objectif, de beaucoup le plus important et sans lequel ne sauraient exister ni prospérité ni quoi que ce soit, n'est autre que la paix. Que doit faire un pays comme le Canada pour aider à maintenir, ou plutôt à établir, la paix dans un monde partagé entre les deux concepts sociaux dont j'ai déjà parlé?

...../En premier